



Stéphane JABUT

C'est une mobilisation sans précédent à Dammartin-en-Goële qui a amené plusieurs centaines de Dammartinois à manifester contre la hausse de la taxe foncière. Ce sont 1562 signatures qui ont été recueillies par le *Collectif dammartinois pour l'éthique et la transparence* pour réclamer la démission du Conseil municipal.

La situation est grave. En une seule mandature la majorité actuelle a réussi à transformer une ville aux finances saines, qui investissait, qui programmat les équipements nécessaires pour une population en croissance, qui entretenait son patrimoine, qui entamait la transition énergétique, en une ville en faillite, incapable d'investir et incapable aussi d'assurer son fonctionnement.

Empêtrée dans un désir de revanche cette majorité n'a eu de cesse depuis 2014 de détruire les équilibres patiemment créés entre habitat et emploi, entre logements privés et publics, entre population et équipements, entre infrastructures et circulation. Au travail partenarial, coopératif, d'implication de tous ont succédé l'opacité, les décisions sans concertation, le bétonnage à la place de l'urbanisme planifié, la cacophonie dans les services municipaux, une ville délaissée et non entretenue. Les décisions aberrantes de modification des équilibres de la Folle-Emprince saturent les équipements, produisent le bétonnage du centre-ville, font perdre des recettes au budget municipal.

La ville a aussi perdu son autonomie. Ce ne sont plus les élus qui élaborent le budget, ils le font désormais avec la préfecture. C'est une tutelle qui ne dit pas son nom. Comment a-t-on pu arriver à une telle situation en si peu de temps ?

C'est trop ! Qu'ils s'en aillent maintenant.

## QUI EST RESPONSABLE ?

Une majorité municipale assume les décisions des siens. Il est malvenu de prétendre ne pas être responsable des décisions prises par son équipe. C'est pourtant un petit air que l'on entend, aussi bien de la part de certains élus actuels que de la part de ceux qui ont fait le mandat 2014 - 2020. On l'entend y compris parmi ceux qui ont été maires-adjoints. Soyons bien clairs : quand on a participé aux décisions, quand on les a votées, on est responsable. Nous en voyons qui viennent protester le samedi place des Prieurs contre l'augmentation des impôts. Qu'on ne s'y trompe pas : leurs décisions ont mis la ville en cessation de paiement.

Et les élus d'aujourd'hui ? En restant au Conseil municipal ils montrent leur accord avec la politique de leur majorité depuis 2014 et contribuent aux décisions actuelles qui poursuivent la dégradation de notre ville. Ainsi, lors du dernier Conseil municipal, en votant des conventions pour la construction de plus de 100 nouveaux logements en accession à la propriété, ils obligent la ville à en construire au moins 25 autres comme logements sociaux. C'est la loi. Qu'ils ne viennent pas nous dire ensuite que tel ou tel immeuble dans la ville "*ce sont les autres*". C'est ainsi que se produit le bétonnage incontrôlé de notre ville. Participer au Conseil municipal, dans les conditions actuelles, c'est pour tous les membres de MD2020 assumer le passé et être responsables du présent. Les discours privés sur de prétendus désaccords n'y changent rien : ce sont les votes qui comptent, avec ou sans pouvoir, présent ou absent au conseil.



## DÉMISSION!

Nous l'avons déjà dit, après la condamnation de la tête de liste pour non dépôt du compte de campagne, la majorité actuelle n'est plus légitime. Sans compte de campagne il n'est pas possible de vérifier que les élections se sont déroulées démocratiquement.

Or la campagne de la majorité a été aussi mensongère. Elle a été faite sur des finances dites "*assainies*". Nous savons aujourd'hui qu'elles ont été dégradées, qu'ils ont fait sombrer la ville.

Dans ces conditions une seule solution : la démission !

# RENDEZ-NOUS DES COMPTES

Cette image est la photo de la liste des candidats présentée l'an dernier par la majorité municipale sortante. Ils sont la majorité actuelle.

Après la condamnation à l'inéligibilité du maire, son directeur de campagne est devenu le nouveau maire. **Ils sont la continuité du précédent mandat**, coresponsables du bilan. Certains sont élus depuis 2014.

## POURQUOI EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

Nous n'avons pas la réponse. Que s'est-il passé depuis 2016 et surtout depuis 2017 ? Quelles décisions ont été prises ? Pourquoi la ville a-t-elle ainsi sombré financièrement ? Pourquoi les bénéficiaires de l'aménageur ont-ils explosé pendant que la ville s'enfonçait ?

## ÉCRIVEZ-LEUR

Demandez-leur des explications, demandez-leur des comptes. Le *Collectif dammartinois pour l'éthique et la transparence* a publié sur son site des modèles de lettres à leur envoyer. Vous pouvez vous en inspirer.

<https://s.42l.fr/ecrire-aux-elus>



1 - DUTRUGE Michel / 2 - RIVET Micheline / 3 - CLAVIER Vincent / 4 - HAVEL Véronique / 5 - VENNE François / VAN DORPE Angèle / 7 - STEMMER Gérard / 8 - TURLIER Valérie / 9 - NADJI Michel / 10 - SBAI Hanane / 11 - GRINO Olivier / 12 - LE CORRE Marilyn / 13 - LEROY Arnaud / 14 - DESNOUES Nathalie / 15 - BENIT Cédric / 16 - AUSSANT ép. DAZY Jany / 17 - CHEIKH Chaouki / 18 - DELAFORGE Silvana / 19 - CHARVET Fabrice / 20 - JOSSIEN ép. MARTINEZ Corinne / 21 - ESPOSITO José / 22 - ELIE Lydie / 23 - LEBLANC Martial / 24 - DERCHE Justine / 25 - TRAN Joseph / 26 - LEBBRECHT Carole / 27 - SIGNORELLI Jean-Pierre / 28 - VALLIANDET Sandrine Myriam / 29 - LE SOUDER David

# MENSONGES, OPACITÉ, AUTORITARISME... STOP !



Les Dammartinois protestent depuis fin avril, chaque samedi à 15 h sur la place des Prieurs. Le *Collectif dammartinois pour l'éthique et la transparence* organise rassemblements et manifestations. Le maire ne répond ni aux courriers ni aux demandes de rendez-vous.

Pourtant il publie une *lettre du maire* aux frais du contribuable, la veille d'une manifestation, pour dire qu'il a reçu un collectif. Lequel ? En tout cas pas celui qui porte la pétition pour la démission des élus et qui organise la mobilisation.

Le maire interdit aussi des manifestations : un rassemblement lors d'un conseil municipal, l'autre le 29 mai ont été interdits. Le prétexte ? Des déclarations hors délais !

Il reste que, malgré les *Lettres du Maire*, aucune explication n'a encore été donnée sur la mauvaise gestion de la ville depuis 2016. Les raisons de notre naufrage sont-elles si délicates, si difficiles à assumer pour avoir besoin de les cacher ?

La campagne électorale de 2020, qui s'est déroulée au début de la pandémie, n'a pas été honnête. Comme en 2014 tout le monde a tiré sur nous, c'était un tir de barrage. Ils criaient après nous pour cacher leurs responsabilités. Tous, car toutes les listes qui se présentaient alors étaient issues de cette majorité qui a fait couler Dammarville-en-Goële.

La diversion n'aura pas duré et le réveil est douloureux.

